

POUR METTRE UN TERME AUX VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 24 NOVEMBRE 2020

Partout dans le monde, des femmes se battent contre les violences sexuelles et sexistes, dont les enfants sont les victimes collatérales. En France aussi, nombreux sont celles et ceux qui combattent ce fléau et la libération progressive de la parole des femmes permet enfin une meilleure visibilité de réalités longtemps occultées. Sur le plan législatif, plus de sept textes censés protéger les femmes ont été votés au cours de ces vingt dernières années. L'actuel président de la République, prétendant faire de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes « *La grande cause de son quinquennat* », a apporté sa pierre à l'édifice juridique avec le vote de la loi du 3 août 2018. Et pourtant... Ces violences ne sont toujours pas éradiquées, les chiffres en témoignent : en 2019, les violences ont augmenté de 16 % par rapport à 2018 et, pour 2020, elles sont d'ores et déjà en pleine explosion. Tout comme elle aggrave les inégalités sociales, la pandémie qui frappe la planète fragilise particulièrement les femmes et le confinement est incontestablement un facteur qui amplifie les violences intra-familiales.

Il appartient à la société tout entière d'agir pour que, de 8 mars en 25 novembre, nous ne fassions pas toujours les mêmes constats accablants. C'est pourquoi la LDH appelle à participer aux différentes initiatives qui auront lieu partout en France, ce 25 novembre.

Partout, nous dirons notre exigence de voir se mettre en place une politique qui conjugue, dès le plus jeune âge des filles comme des garçons, prévention et éducation. La construction des masculinités et leur toxicité doit être interrogée. Il faut aussi veiller à l'application des lois et la protection des victimes. Aucun de ses aspects ne doit être négligé, cela implique le développement considérable de moyens humains et financiers. Le Grenelle contre les violences sexistes n'a malheureusement pas été à la hauteur des espérances que la communication gouvernementale avait entretenues. Les mesures prises ne peuvent suffire.

Enfin, à l'occasion de cette journée, nous dénonçons les menaces qui pèsent sur le 3919, cette ligne d'écoute anonyme et gratuite qui permet information et orientation. Aujourd'hui, en période de confinement, ce numéro fait l'objet d'environ 5 000 appels par jour. Un tel dispositif ne doit pas être livré au marché et aux calculs froids de la rentabilité : parfois, il en va de la vie même de celles qui y ont recours !

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898

